

# Résister et agir

**N**ous étions nombreux à croire que la France était une république indivisible, laïque, démocratique et sociale, quatre qualificatifs lui conférant sa spécificité constitutionnelle. Et voilà qu'on nous apprend qu'il est grand temps, selon les uns, de « tout bloquer », voire, selon les autres, de « casser la baraque ». Et voilà qu'on nous affirme que ce pays est tout simplement « chrétien » – *cujus regio ejus religio* ! Oubliée la loi de 1905 ! Et voilà qu'on nous vante les bienfaits de la nouvelle idéologie que serait le « populisme de gauche » (*sic* !) ! Et voilà qu'on exalte les mérites du référendum généralisé et par là même ceux de la démocratie « directe ». Et voilà qu'on nous chante la suprématie de la rue par rapport aux institutions élues. Et voilà que déjà une bonne douzaine – pourquoi pas, demain, une vingtaine ou une trentaine – de candidats se pressent aux portillons du « pouvoir », rêvant d'acquiescer celui de porter le titre usurpé de « chef » de l'État<sup>2</sup>...

Et pendant ce temps-là, qu'est-ce qui passionne vraiment nos compatriotes ? Le foot bien sûr ! Oh, ne boudons pas le plaisir qu'il peut donner, légitimement, à ses adeptes et même à ceux qui se contentent de jeter de temps à autre un coup d'œil à un

match. Qui a vu le magistral coup de pied qui a permis à l'équipe de France de l'emporter sur la Roumanie lors du match d'ouverture de l'Euro 2016 peut comprendre cet enthousiasme : son élégance esthétique le légitimait pleinement. Mais de là à hurler collectivement, en pleurant de joie, « on a gagné, on a gagné... » il y a quand même une marge, non ? Ne parlons pas, évidemment, des loubards qui se sont entretués dans les rues de Marseille<sup>3</sup>. Et si nous sommes encore préservés de l'engouement d'autres pays pour les combats « d'arts martiaux mixtes », les MMA, que seules diffusent chez nous certaines chaînes de télévision commerciales, il y a fort à parier que cette barrière protectrice ne résistera pas bien longtemps face à l'attrait éternel pour les jeux du cirque, cette géniale façon récurrente de détourner les yeux du peuple de la réalité des vrais pouvoirs, dont bien entendu celui, dominant, de l'argent, confisqués, eux, par une minorité de nantis.

## PLUSIEURS NON ET QUELQUES OUI

Les contre-feux de ces déviances, on les connaît, et c'est tout l'honneur d'institutions comme la Ligue de l'enseignement de les rappeler de façon récurrente et insistante, comme

<sup>1</sup> « Tel prince, telle religion ».

<sup>2</sup> Comme nous l'avons souvent rappelé, la Constitution n'attribue en aucune manière ce titre, vestige de « l'État Français », au président de la République.

<sup>3</sup> Bien sûr, ce n'était pas « nous », il s'agissait seulement de *hooligans*... Nous, nous contentons d'avoir « nos » casseurs, « notre haine » des forces de l'ordre et de détruire les façades des hôpitaux !

elle vient encore de le faire à Strasbourg lors de son congrès triennal de juin 2016<sup>4</sup>.

Non, la démocratie – le pouvoir du peuple – ce n'est pas le populisme, même si on l'affuble de façon consternante du qualificatif « de gauche ». C'est même tout son contraire. Non, le refus de la royauté de droit divin, ce n'est pas le recours à une fragile royauté électorale qui concentre les pouvoirs sur une personne au lieu de les répartir sur la diversité inhérente à une assemblée d'élus, dont aucun ne peut légitimement se les approprier.

Non, il ne faut pas affaiblir, comme c'en est aujourd'hui la tentation, le rôle des structures intermédiaires dans une démocratie. Elles seules peuvent, au travers de multiples débats, contribuer de façon efficace à concilier des points de vue différents, non pas en gommant les différences mais en allant aussi loin que possible dans leur rapprochement. Pas d'effets de manche, pas de simplifications démagogiques, une assomption collective des responsabilités.

Non, on ne peut pas se passer de procédures de contrôle des décisions préparées et arrêtées par des élus auquel ce pouvoir est temporairement délégué. Mais rien n'autorise pour autant, sauf à priver la démocratie de toute capacité d'agir, à pousser cet indispensable contrôle jusqu'à une opposition systématique à toutes les évolutions mises en œuvre par ceux à qui on a fait confiance en les élisant : parce qu'ils peuvent avoir à prendre, dans l'exercice de leurs responsabilités, des décisions provisoirement impopulaires, ils ne sont pas nécessairement devenus des « traîtres à la cause » !

Oui par contre à l'éducation à vocation émancipatrice qui, seule, permet de dépasser les conditionnements culturels auxquels nous sommes inévitablement soumis en nous donnant accès de plain pied à la diversité des cultures et à ce que celle-ci peut nous apporter en termes de connaissance et de respect de l'autre. Encore faut-il que ce respect soit réciproque et qu'il permette dès lors ces échanges que – par un néologisme dont nous savons qu'il peut légitimement agacer en tant que tel mais qui veut quand même bien dire ce qu'il veut dire – nous désignons sous le terme « d'interconvictionnels ». Toute la difficulté étant, nous le savons, d'éviter de se contenter en la matière de prêcher des convertis !<sup>5</sup>

Oui sans appel au refus de la violence, à cette culture de la violence qui aujourd'hui reprend du poil de la bête.

Notre revue, interculturelle, se sent fortement engagée dans ce combat pacifique, celui de la connaissance contre tous les obscurantismes. Avec tous ceux qui veulent bien le partager. ☺

<sup>4</sup> Voir l'article page 6.

<sup>5</sup> Voir le débat publié dans le précédent numéro de la revue (p. 6-19).